

## DU CÔTÉ DES REVUES

### **ALTERNATIVES SUD**

Vol. 16–2009/2 : **Retour de l'État – Pour quelles politiques sociales ?**

(Syllepse/Cetri, 184 p., 18 €)

[Ayant pour but de relayer au Nord des points de vue du Sud critiques du modèle dominant et de l'état actuel des rapports Nord-Sud, la revue, portée par le Centre tricontinental de Louvain-la-Neuve en Belgique, nous offre à travers ce numéro un ensemble de contributions qui éclaire la problématique du retour de l'État dans les pays du Sud, notamment de son réinvestissement dans la sphère sociale, en liant le phénomène à une éventuelle inflexion du processus de mondialisation. Ce numéro s'inscrit dans le mouvement de réflexion réactualisant le principe de l'intervention publique dans les politiques de développement nourri par la crise financière mondiale qui a discrédité les tenants du modèle de l'État minimal.

En Amérique latine, en Asie et dans une moindre mesure en Afrique, de nombreux gouvernements mettent en œuvre des programmes sociaux à destination des populations vulnérables. À travers un panorama de situations différentes la revue s'interroge sur les contours de ces interventions et les logiques qui les sous-tendent ainsi que sur leur portée en termes de justice sociale et de luttes contre les inégalités. Un dossier d'une grande richesse qui nous emmène du Maroc à l'Afrique du Sud, en passant par le Vénézuéla, l'Indonésie, le Chili et le Brésil.]

159

### **HERODOTE**

n° 133–2<sup>e</sup> trimestre 2009 : **Le Golfe et ses Émirats**

(La Découverte, 234 p., 22 €)

[Présentant le numéro, Yves Lacoste retrace à grands traits l'histoire des grands pays qui bordent le Golfe (Iran, Arabie séoudite et Irak) ainsi que celle des sept émirats dont les plus emblématiques et rivaux sont Abu Dhabi et Dubaï et qui ont connu un essor spectaculaire ces cinquante dernières années. Il souligne l'importance géopolitique du Golfe, antérieure à l'ère du pétrole, même si 16 millions de barils en sortent chaque jour aujourd'hui, parce que depuis toujours carrefour des grandes civilisations, européenne, arabe, perse et asiatique.

Marc Lavergne (directeur du Cedej, Le Caire) dresse le portrait de Dubaï, cité la plus futile, extravagante et « bling bling » avec ses hyper gratte-ciel et aujourd'hui figure de la mondialisation triomphante frappée par la crise qui heurte une large partie de sa clientèle, mais dont la réussite doit aussi aux soutiens de l'économie, véritables esclaves recrutés jusqu'en Inde et en Chine.

Philippe Boulanger présente un visage détaillé de la Fédération des Émirats Unis forte de sept émirats dont Abu Dhabi et Dubaï qui bordent le détroit d'Ormuz par où s'écoule 70% des flux pétroliers approvisionnant l'Europe et les États-Unis, et insiste sur la menace du dispositif militaire de l'Iran dont les missiles sont à deux minutes de portée sans beaucoup croire à leur usage tant les intérêts des deux pays sont interpénétrés. Les Émirats ont conclu des accords de défense avec la Grande-Bretagne, les États-Unis et la France qui

a déjà vendu ses chars Leclerc et dispose d'une base militaire aéronavale à Abu Dhabi. Jean-Robert Pitte analyse l'implantation de l'université Paris-Sorbonne, déjà forte de 400 étudiants, à Abu Dhabi qui se tourne vers la culture française et se prépare à accueillir des collections du Louvre.

Vincent Piolet décortique les mécanismes du Conseil de Coopération du Golfe (six pays) en insistant sur la question de la main-d'œuvre exploitée que constituent les travailleurs migrants.

L'intérêt de ce numéro est de montrer la complexité de cet espace stratégique qui concentre tous les ingrédients de la mondialisation, au point d'en être devenu l'un des laboratoires.]

### **INFORMATIONS ET COMMENTAIRES**

n° 146 – janvier/mars 2009 : **Nourrir les hommes ou le commerce ?**

(60 p., 11 €, 1 rue du Lieutenant Potié, 38700 Corenc)

[Publiée par l'Association pour un Nouveau Développement cette revue consacre le dossier de sa dernière livraison à l'enjeu alimentaire mondial en posant la question « nourrir les hommes ou le commerce ? ». Dans l'éditorial, Patrice Allard souligne combien la crise affecte les pays du Sud notamment du point de vue des flux internationaux, en total contraste avec l'embellie qui avait prévalu dans la période précédente, de 2003 à 2006. Le retournement brutal des prix des matières premières qui s'ensuivra affectera les recettes d'exportations des pays concernés qui mettront en place dans l'urgence des politiques qui s'opposeront au principe de « régulation par le marché » en plaçant au cœur de leur stratégie la recherche de la sécurité alimentaire.

Dans un article d'ouverture au dossier sur l'enjeu alimentaire Hamid Aït Amara note que la hausse des produits agricoles, loin de bénéficier aux paysanneries du Sud, a surtout renchéri le coût de l'alimentation pour les populations sans créer les conditions du développement des agricultures du Sud. Il faudrait, dit-il, pour que les paysanneries du Sud profitent du relèvement des prix mondiaux agricoles, que les pays du Nord acceptent de supprimer leurs soutiens agricoles. Jacques Berthelot dénonce le rôle des firmes agroalimentaires mondiales et des institutions internationales dans les causes structurelles de la faim et invite l'Union européenne à revoir sa politique face aux pays ACP. L'économiste indien A. R. Vasavi explique comment l'intégration des agricultures dans une économie mondiale libéralisée a engendré une généralisation de risques dans le monde agricole. Mathieu Calame, de la Fondation C. L. Mayer pour le Progrès de l'Homme, se propose d'aborder la question agricole sous l'angle des régulations politiques indispensables pour s'opposer en premier lieu au phénomène d'accaparement qui dépossède les petits propriétaires.

L'ensemble du dossier est complété par des études de cas sur les agricultures suisse et turque.]

### **INPRECOR**

n° 551/552 – juillet/août 2009 : **Le changement climatique et les tâches anticapitalistes**

(68 p., 9 €, 27 rue Taine, 75012 Paris)

[Ce numéro de la revue éditée « sous la responsabilité du bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale » présente notamment l'intérêt de publier le *Rapport sur le changement climatique et les tâches des anticapitalistes* rédigé par Daniel Tanuro. Le bilan présenté est accablant pour le capitalisme dont l'organisation économique est présentée comme principale responsable de la situation, en partage avec les pays du « socialisme réel » accusés d'en avoir copié les techno-

logies. La description des effets planétaires, nourrie des données fournies par le Giec, est catastrophique et appelle un état d'urgence maximal pour s'acheminer vers « une décarbonisation totale de l'économie mondiale sans appel au nucléaire et sans recul social ». Le recours aux énergies renouvelables n'est pas jugé suffisant et doit être complété par une réduction draconienne de la consommation d'énergie et en aucun cas lui être substitué. Les agrocarburants sont proscrits. « Une certaine décroissance de la production matérielle globale est donc objectivement nécessaire. » Toutes les propositions généralement formulées (marché de permis échangeables, taxes, incitations,...) sont réfutées car suggérant l'idée que le climat peut être sauvé par des mécanismes capitalistes s'appuyant sur le marché. Ce *Rapport sur le changement climatique* en appelle à une véritable *révolution culturelle* dans la pensée en posant qu'il ne suffit plus d'affirmer que le socialisme doit intégrer les questions écologiques mais qu'à l'inverse le « défi consiste plutôt à intégrer le projet socialiste à l'écologie globale du super-écosystème terrestre ». La question énergétique est placée au cœur de l'alternative qui doit s'inscrire dans la perspective d'un « communisme solaire ». Telle est la démarche de ce que ses promoteurs désignent sous le nom d'écocapitalisme.]

### **MONDE CHINOIS**

n° 18 – été 2009 : **La puissance militaire chinoise**

(Choiseul éditions, 142 p., 20 €)

[Cette revue, consacrée au « monde chinois », offre à travers le dossier central de ce numéro un ensemble très complet sur les différents aspects de la puissance militaire chinoise. Ce potentiel militaire est certes moins connu ou étudié que l'essor économique ou commercial du pays, mais n'en est pas moins réel. Comment cette montée en puissance n'aurait-elle pu accompagner la progression par ailleurs spectaculaire du pays ? Elle remonte à loin et tire sa source de l'échec cuisant de l'expédition militaire contre le Vietnam en 1979. En vingt ans, l'armée de la Chine populaire s'est équipée de technologies de pointe et s'est rendue capable de sortir de son pré-carré en se projetant dans son environnement. On bascule d'une doctrine de défense de masse à un principe de défense active. La position de deuxième budget mondial de défense, quoique encore très loin derrière les États-Unis, permet à la Chine de bousculer les équilibres stratégiques régionaux qui se retrouvent fragilisés et d'organiser un « collier de perles », vaste ensemble de bases navales et aériennes qui du détroit d'Ormuz aux ports chinois et aux côtes orientales de l'Afrique permet de sécuriser les lignes d'approvisionnement, notamment en hydrocarbures. Barthélémy Courmont qui coordonne ce dossier a su rassembler de riches contributions qui éclairent les différentes facettes de cette puissance militaire, depuis l'Armée populaire de libération jusqu'à la dimension nucléaire, en passant par le décodage du Livre blanc de la défense chinoise, les rapports avec Taïwan et le Pakistan ou le regard que porte Washington sur cette prodigieuse évolution.]

161

### **QUESTIONS INTERNATIONALES**

n° 38 – juillet/août 2009 : **Le climat – Risques et débats**

(La Documentation Française, 128 p., 9,80 €)

[Le dossier central consacré au climat se propose de traiter sous un abord « analytique et non militant » des principales dimensions qu'implique la perspective d'un changement climatique. Serge Sur, rédacteur en chef, ouvre le dossier en soulignant et en interrogeant les trois convictions qui forment l'assise de la pensée dominante. Tout d'abord l'analyse scientifique du réchauffement

climatique reflet d'une science qui n'en est qu'à ses débuts et gagnerait selon l'auteur à se plier « aux risques du débat et de l'examen critique ». La deuxième proposition, celle d'une origine humaine du réchauffement climatique est jugée « plus aventurée que la première » et suppose « procès », « coupables », « pénitence ». L'action nécessaire est au cœur de la troisième conviction, et ne pouvant se décliner qu'à l'échelle internationale, elle laisse entrevoir l'absence de gouvernance mondiale crédible. L'auteur avance que le principe de précaution a balayé toutes les résistances puisqu'il a fait agir « comme si la pire hypothèse était vérifiée ». Cette présentation s'inscrit à contre courant de la tonalité de la plupart des articles composant le dossier.

On notera la contribution de Stéphane Hallegatte et de Daniel Théry, chercheurs au Cired, qui reprenant les analyses du Giec sur l'origine du changement climatique balaient la littérature sur les risques encourus sur les écosystèmes, l'agriculture, la santé, les migrations, la sécurité et la conflictualité, et soulignent l'importance des coûts d'adaptation dans les pays en développement et la nécessité d'une aide internationale financière efficace. Il s'agirait de « prendre en compte les contraintes nouvelles liées au changement climatique dans les politiques de développement et d'infrastructures » à l'aide d'un financement « nouveau, additionnel, prévisible, stable et équitable ».

Benoît Leguet et Christian de Perthuis, de la Mission climat de la Caisse des Dépôts, rappellent le rôle catalyseur de la communauté scientifique dans la prise de conscience du changement climatique et reprennent les conclusions des différents Rapports du Giec en soulignant la dimension d'incertitude qu'ils contiennent mais qui doit selon nos auteurs « accélérer le compte à rebours et pousser à l'action immédiate ». À leurs yeux l'enjeu de la prochaine Conférence de Copenhague est d'organiser le retour des États-Unis dans le processus de Kyoto afin de faciliter l'adhésion des pays du Sud.

Patrick Criqui (Cnrs, Grenoble) revient à grands traits sur plusieurs siècles de trajectoires énergétiques pour conclure à la dépendance massive du monde à l'égard des énergies fossiles, courbe qui ne peut se poursuivre au *xxi*<sup>e</sup> siècle et oblige à explorer les voies d'un modèle énergétique « décarboné » en l'absence duquel le monde s'orienterait vers une « compétition féroce pour l'accès à des ressources en hydrocarbures ».

Baptiste Legay, ingénieur en génie rural, retrace les longues négociations qui de Rio à Kyoto ont dû proposer de fixer les responsabilités d'émissions passées de gaz à effet de serre et définir les droits d'utilisation de l'atmosphère à venir.]

162

### **POLITIQUE AFRICAINE**

n° 113–mars 2009: **Afrique, la globalisation par les Suds**

(Karthala, 240 p., 19 €)

[Et s'il existait une autre globalisation pour les pays du Sud que d'intensifier leurs échanges avec les pays du Nord et de modeler leur économie en fonction des besoins de ces derniers? En proposant d'éclairer les liens qui se tissent entre l'Afrique et les pays du Sud, Sandrine Perrot et Dominique Malaquais nous entraînent dans une autre mondialisation, notamment celle de « l'aventure africaine des grands pays émergents » qui contribue à reconfigurer les équilibres du pouvoir mondial.

Bien sûr l'avancée chinoise en Afrique tient une place de choix. Forte d'environ 750.000 migrants, elle donne lieu à de multiples observations et atteste que les nouvelles relations Sud-Sud se construisent par le bas, mais peuvent aussi générer des résistances locales. L'Inde talonne la Chine dans cette course à l'Afrique, mais il existe aussi une stratégie brésilienne vis-à-vis du continent

dont les terres les plus fertiles sont convoitées par l'Arabie saoudite, la Jordanie, le Koweït, le Qatar, la Malaisie, le Japon. L'ensemble du dossier montre bien que l'Afrique n'est pas une et que certaines régions attirent plus que d'autres. Il ressort de l'ensemble que si le renouveau de ces échanges Sud-Sud ne fait pas un nouveau Bandung, il permet néanmoins aux pays du Sud de poser en des termes plus favorables leur rapport au Nord.]

### **PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE**

n° 71 – hiver 2008/2009 : Mutations des gauches latino-américaines  
(Choiseul éditions, 142 p., 20 €)

[À l'exception des expériences du Brésil de Lula, du Chili de Nicole Bachelet et du Paraguay de Fernando Lugo, qui feront l'objet d'articles dans des livraisons ultérieures, ce numéro présente un vaste panorama sur la montée en puissances des gauches latino-américaines depuis une vingtaine d'années en s'interrogeant sur les mutations et les paradoxes qu'elles révèlent. Riches contributions sur des pays aussi divers que le Venezuela, le Mexique, l'Argentine, le Nicaragua, la Bolivie ou l'Uruguay. L'ensemble n'échappe pas au consensus dominant qui voit plus dans ces expériences une montée du populisme qu'un réel « virage à gauche », oubliant que le populisme présente divers visages. Vocabulaire repoussé en Europe, car servant ici à dénoncer les élites, les nantis, les fonctionnaires, les étrangers, les autres pays, etc., le populisme s'inspire en Amérique latine d'une tradition qui remonte aux années 30 et qui recherche un tout autre objectif : incorporer les exclus et ceux qui sont à la marge de la société. Ainsi le populisme (les virages à gauches) est-il souvent opposé dans les analyses à la démocratie ainsi qu'à un refus de la modernité.

Echappant à ce travers et refusant d'opposer les populismes à la démocratie et au libéralisme, Frédérique Langue (CNRS), spécialiste des forces armées vénézuéliennes, retrace dans une perspective longue le poids grandissant des militaires dans la direction du pays. Hélène Combes (CNRS) revient à travers une chronique de terrain sur la tournée nationale du candidat mexicain de gauche Lopez Obrador défait de peu en 2006 et sa constitution d'un gouvernement fantôme. La désarticulation du système politique argentin de Kirchner est présentée par Ricardo Sidicaro (Université de Buenos Aires) qui souligne l'hétérogénéité des soutiens au régime dont la coalition s'est détériorée dès la fin 2007. Le journaliste Carlos F. Chamorro analyse le retour au pouvoir de Daniel Ortega au Nicaragua après une éclipse de seize années des sandinistes et réduit ses premières mesures à une tentative de s'affranchir de l'interdiction de la réélection d'un président sortant et insiste sur le soutien financier direct de Chávez à Ortega en dehors de tout contrôle institutionnel. Jean-Pierre Lavaud (Université de Lille 1) analyse le référendum constitutionnel du 25 janvier 2009, largement remporté par Evo Morales en Bolivie, mais selon l'auteur au moyen de pressions et de fraudes. La gauche (Frente Amplio) portant au pouvoir Tabaré Vázquez en Uruguay à partir 2005 a mis fin au système traditionnel des deux partis se partageant le pays depuis 150 ans et confirme son ascension régulière depuis une vingtaine d'années.]

163

### **SOCIÉTAL**

n° 64 – 2° trimestre 2009 : **L'Économie du carbone**

160 p., 16 €, Institut de l'entreprise, 29 rue de Lisbonne, 75008 Paris)

[Dans sa présentation du dossier sur l'économie du carbone, le directeur de la rédaction de la revue, Jean-Marc Daniel, rappelle que face à l'augmentation

continue de la teneur en CO<sub>2</sub> de l'atmosphère toutes les disciplines étaient mobilisées et qu'il convenait de s'interroger sur le rôle spécifique de l'économiste dans ce combat.

Pour Alain Bienaymé (Université Paris-Dauphine), il lui faut se montrer utile en apportant une série de propositions qui pourraient contribuer à une réduction drastique des quantités de CO<sub>2</sub> émises, ce qui est indissociable d'une réorientation de la croissance. Interviewée, Laurence Tubiana, directrice de l'IDDRI, adhère à l'idée d'une taxe carbone pour les secteurs non concernés par le système de quotas de permis échangeables. Anaïs Delbosq et Benoît Leguet, chefs de projet à la Mission climat de la Caisse des Dépôts, présentent le marché européen d'échange de quotas d'émissions de CO<sub>2</sub> des 10 000 grosses installations industrielles fortement émettrices (SCEQE) qui fonctionne depuis janvier 2005. L'ensemble représente 50% des émissions de CO<sub>2</sub> en Europe. L'excès de quotas attribués sur la première période a été à l'origine de la chute du prix de la tonne de carbone. Malgré tout l'UE a pu générer des réductions significatives de ses émissions. L'objectif est d'étendre le mécanisme de ce marché à des pays non-européens. Michel Taly, avocat fiscaliste, présente la position de l'Institut de l'Entreprise sur les projets de taxe carbone pour la France. À ses yeux, la démarche doit être européenne et se faire à niveau de prélèvements obligatoires inchangé. Ce qui suppose des compensations par exemple avec la taxe professionnelle. Plus fondamentalement l'approche suggérée consiste non pas à taxer en aval le contenu en carbone des objets, mais à taxer en amont la consommation d'énergie fossile. Enfin Rémy Prud'Homme (Université de Paris XII) dresse le bilan contestable du système bonus-malus automobile un an après sa mise en place. Hors dossier on notera une contribution de Philippe d'Iribarne (CNRS) qui s'interroge sur la nationalité des entreprises de dimension internationale et note qu'en dernier ressort c'est vers leur pays d'origine que ces entreprises se tournent en temps de crise.]